



30 mai 2022 3h00 / Mis à jour à 4h10

Pascale St-Onge revient sur ses premiers mois comme élue



NICOLAS BOURCIER
La Voix de l'Est

La députée fédérale de Brome-Missisquoi Pascale St-Onge a profité d'un passage dans sa circonscription pour revenir avec *La Voix de l'Est* sur ses premiers mois en fonction. La ministre des Sports était allée à la rencontre du Conseil jeunesse de Brome-Missisquoi dimanche pour faire du bénévolat et discuter politique.

Pourquoi avoir décidé de mettre sur pied le conseil jeunesse de Brome-Missisquoi et quel était le but de l'activité d'aujourd'hui ?

Pascale St-Onge (PSO): On est allé avec le conseil jeunesse faire une activité de ramassage et de nettoyage de sentiers à la montagne Verte à Mansonville avec Corridor appalachien. Corridor appalachien est un organisme qui a son siège social près de chez moi, à Eastman. Il fait l'acquisition de terres pour les protéger et les rendre accessibles à la population. Ensuite on a fait un petit lunch pour discuter des enjeux qui leur tiennent à coeur et en même temps faire une bonne action pour les gens qui veulent aller faire de la randonnée.

Je trouve que c'est important que la voix des jeunes soit entendue. Leurs aspirations, leurs rêves, parce que c'est eux qui vont former la société de demain et souvent les décisions qu'on prend aujourd'hui vont avoir un impact pour eux plus tard. Donc, pour moi c'est super important d'entendre leur voix, d'entendre leurs priorités, leurs préoccupations. Et, en même temps, leur permettre de discuter avec quelqu'un en chair et en os qui fait partie de la politique, des institutions démocratiques, pour qu'ils s'intéressent à la démocratie et à nos institutions.

On le sait, la démocratie est ébranlée à plusieurs endroits du monde et c'est tellement important et précieux à mes yeux. De leur donner le goût de s'impliquer dans la politique, de s'intéresser à ce qui se passe, aux décisions qui sont prises par les gouvernements, c'est quelque chose que je trouve super important. Et j'adore ça, ils sont super dynamiques et optimistes face à l'avenir. Ils trouvent certains aspects sombres, mais en même temps ils ont l'impression qu'en s'impliquant on peut changer les choses. Je voulais leur

donner un contact direct avec quelqu'un qui travaille en politique, une occasion que personnellement j'aurais aimé avoir quand j'étais jeune.

Il y a un peu plus six mois vous faisiez vos premiers pas en politique, et ce, au sein du ministère des Sports et comme ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, en plus de vos responsabilités comme députée de Brome-Missisquoi. Comment avez-vous vécu la transition et ces premiers mois après votre victoire serrée d'octobre dernier ?

PSO: Ç'a été en effet une victoire serrée. Je suis encore aussi fière aujourd'hui, six mois après, que la première journée que j'ai été élue de pouvoir représenter les gens de Brome-Missisquoi et de représenter leurs intérêts. Je prends mon rôle de députée très à coeur.

C'est sûr que c'est une grosse adaptation. C'est un gros changement de vie, parce que je partage ma vie entre les responsabilités à la Chambre des communes, dans la circonscription et aussi avec les mandats dans les deux ministères. Donc c'est beaucoup d'apprentissages. Un changement de mode de vie et de rythme de vie, je dirais.

C'est une bonne période d'adaptation, mais en même temps on est dans une période tellement charnière de l'Histoire que c'est un bon moment, je trouve, pour les gens de s'impliquer, avec la pandémie, comment on s'en sort, ce qui se passe sur la scène internationale...Il y a tellement de choses qui se passent présentement que c'est super stimulant et je ne le regrette pas un instant.

En même temps, ce sont des grosses responsabilités et de grosses décisions à prendre dans une période qui est assez mouvementée.

Votre rôle de ministre des Sports vous a amené rapidement à faire de la politique internationale, notamment en raison de Jeux olympiques et paralympiques. Vous avez pris la décision de faire un boycottage diplomatique des Jeux olympiques de Pékin, puis avez plaidé pour le bannissement des athlètes russes et biélorusses des Jeux paralympiques après l'invasion de l'Ukraine. Pouvez-vous nous raconter comment vous avez vécu ces situations de l'intérieur et ce qui a pesé dans la balance dans ces décisions?

PSO: On aime jamais mélanger le sport et la politique.

Au cœur du sport, il y a des athlètes qui se sont entraînés tellement longtemps pour atteindre le niveau où ils sont aujourd'hui, pour aller compétitionner à l'international. On veut que leur expérience soit aussi bonne que possible et qu'ils puissent vraiment se concentrer sur la performance. Ils ont fait tellement d'efforts. Si on pense à Maxence Parrot dans la région de Brome-Missisquoi qui a vaincu le cancer et qui est allé à ces Jeux, je suis certaine que ce qu'il voulait c'était de se concentrer sur sa performance.

C'est toujours délicat de mêler la politique et le sport, puis en même temps, en ce qui concerne la décision [des Jeux olympiques de] Pékin de ne pas envoyer de représentation diplomatique, il y a beaucoup de personnes qui sont impliquées. Il y a moi comme ministre des Sports, il y a la ministre des Affaires étrangères, le premier ministre... Et il y a des conversations continues avec les pays de qui on est allié, qui partagent nos valeurs.



Pascale St-Onge lors d'une visite dans une entreprise de Brome-Missisquoi.

— ARCHIVES LA VOIX DE L'EST

Le Canada a toujours défendu les droits humains, donc c'est important pour nous d'envoyer un message qu'on n'appuyait pas les politiques et les façons de faire en ce qui concerne les droits humains en Chine. Puis, en même temps, de permettre à nos athlètes de participer, de performer et de vivre leur rêve.

Ç'a été la décision qui a été prise par de nombreux pays alliés. C'est sûr que c'est un peu difficile, parce que la compétition est importante, les athlètes c'est ce qui est le plus important, puis en même temps comme gouvernement on a des messages diplomatiques à envoyer.

En ce qui concerne [le bannissement] des Russes, c'était plus compliqué, parce que, évidemment l'invasion injustifiée de l'Ukraine s'est produite entre les Jeux olympiques et paralympiques. Encore une fois, ma préoccupation a d'abord et avant tout été les athlètes. J'étais continuellement en contact avec la délégation canadienne des Jeux olympiques et paralympiques et ce qu'on m'expliquait c'est que l'ambiance n'était vraiment pas bonne dans le village avec l'arrivée des Russes et Biélorusse. C'était dans un contexte où ça allait nuire au bon déroulement des Jeux. J'ai discuté avec des alliés et le président du Comité international paralympique pour demander de prendre la bonne décision, c'est-à-dire de les bannir.

C'était pour la sécurité des athlètes et le bon déroulement, mais en même temps envoyer le message à Poutine que c'était inacceptable d'enfreindre la trêve olympique et d'envahir l'Ukraine de la façon dont il l'a fait et qu'il continue encore aujourd'hui de le faire.

Alors, on essaie de séparer le plus possible le sport et la politique, mais parfois il y a des contextes comme ça, où c'est très difficile. On a vu que la communauté sportive internationale s'est aussi levée contre la situation en Ukraine.

La semaine dernière lors de la conférence d'Aleksandra Wozniak portant sur les «femmes exceptionnelles», vous avez affirmé qu'il fallait rendre le sport plus accessible, inclusif et sécuritaire, surtout pour les sports dispendieux comme le tennis et le hockey. Est-ce que ça fait partie de vos priorités comme ministre des Sports et quels sont les leviers que vous avez pour agir sur cette question?

PSO: Absolument, ça fait partie de mes priorités, parce qu'entre autres avec la pandémie il y a beaucoup d'enfants et de jeunes adultes qui ont cessé la pratique sportive et on sait à quel point que c'est important pour le bon développement des enfants d'être actifs physiquement. C'est bon pour le développement mental et physique, pour la discipline et on apprend tellement de choses à travers l'activité physique.

C'est une priorité pour moi de redonner le goût et de rendre le sport plus accessible. C'est pour cela que j'étais vraiment contente il y a quelques semaines quand on a annoncé avec le gouvernement du Québec qu'on allait financer la construction d'un nouvel aréna à Magog. Il va y avoir deux glaces et les parents vont pouvoir envoyer leurs enfants faire du patin de vitesse, du patin artistique, du hockey.



Pascale St-Onge lors de la conférence d'Aleksandra Wozniak «Des femmes exceptionnelles».

— ARCHIVES LA VOIX DE L'EST

Bref, c'est important pour moi que le sport soit accessible. Notre gouvernement a mis sur pied un programme pour soutenir le sport communautaire, pour cibler certaines communautés qui sont peut-être plus défavorisées et qui ont moins accès au sport organisé pour ramener ces personnes vers le sport.

L'autre aspect du sport sécuritaire, c'est tout ce qui touche le fait qu'on veut que les parents aient confiance d'envoyer leurs enfants dans des activités sportives organisées, parce que le personnel est bien formé, parce qu'on met ce qu'il faut en place pour prévenir le harcèlement et les abus. Il y a beaucoup de travail à faire à ce niveau-là et j'en ai fait ma priorité.

Vous avez mis en place un mécanisme indépendant pour dénoncer le harcèlement dans le sport avec, notamment, la nomination d'une commissaire à l'intégrité du sport canadien. Quels sont vos espoirs avec cette nomination et qu'est-ce qui vous a poussé à créer ce mécanisme?

PSO : Premièrement, les histoires qu'on a entendues m'ont horrifiée. Je suis une ancienne athlète aussi, j'ai fait de la natation, j'ai joué au volley-ball et pour moi ça a été des expériences positives qui ont fait de moi la personne que je suis aujourd'hui.

De savoir que quelque chose qui devrait être formateur et positif comme le sport devient une expérience pénible et qui détruit des personnes et qui dans le fond fait l'effet inverse et devient une expérience négative, je trouve ça horrible. D'entendre ces histoires-là, c'était clair pour moi qu'il fallait aller beaucoup plus loin.

Une des choses que les athlètes et les fédérations sportives nous avaient dit c'est qu'ils souhaitaient avoir un mécanisme indépendant pour que les athlètes puissent avoir confiance que ce n'est pas un système contrôlé par une fédération sportive ou influencé de quelque façon que ce soit.

La commissaire Sarah-Ève Pelletier a été nommée. Le mécanisme va être opérationnel à partir du 20 juin. C'est une excellente nouvelle. L'autre chose importante pour athlètes c'est qu'il doit être adéquatement financé pour donner les services nécessaires, les accompagner dans le processus, s'assurer que ce sont des gens professionnels et qu'on a les ressources pour traiter les dossiers. Donc dans le dernier budget on a annoncé 16 millions sur trois ans pour bâtir ce bureau.

L'autre chose c'est de rendre ce mécanisme obligatoire pour toutes les organisations qui reçoivent du financement du gouvernement fédéral, pour que les athlètes puissent s'y référer en cas de besoin. Ce qui est encore mieux c'est de prévenir avant que ces situations se produisent. Sur ce plan il reste encore beaucoup de travail à faire et je vais utiliser tout mon leadership et tous les outils qui sont à ma disposition pour mobiliser la communauté sportive et m'assurer d'un plus haut niveau de compétence, de formation et d'imputabilité.

En terminant, autant dans votre circonscription que dans vos ministères, quels seront vos plus importants chantiers pour les six prochains mois ?

PSO : Dans la circonscription, il y a des enjeux qui préoccupent autant les citoyens que les entrepreneurs et les maires, avec qui j'ai eu souvent l'occasion de discuter, comme tout ce qui touche à l'environnement. Surtout dans Brome-Missisquoi, les gens viennent s'installer ici pour être en contact avec la nature. C'est sûr qu'il y a une sensibilité particulière aux changements climatiques, à tout ce qui touche à l'environnement. Ce sont des enjeux qui interpellent et intéressent beaucoup les communautés. Autant les agriculteurs qui ont manqué d'eau l'année passée que les riverains qui s'inquiètent de la santé de leur lac.

Ensuite, les autres enjeux dont on entend beaucoup parler, autant dans la province qu'au pays, ce sont les enjeux liés à la main-d'oeuvre et l'accessibilité au logement.

J'aimerais terminer en disant, pour clore la boucle par rapport aux sujets chauds qu'on vient d'aborder, que les dossiers importants dans la circonscription ce sont des dossiers que j'ai l'occasion d'aborder dans le cadre de mes fonctions de ministre. Par exemple, sur les questions environnementales, on est très présent pour accompagner les entreprises pour améliorer leur bilan environnemental.

Ce que je trouve extraordinaire en ce moment, c'est de pouvoir agir sur ces enjeux, autant dans mon rôle de députée que dans mon rôle de ministre. Ce sont de beaux défis, mais je pense que la population a le goût de travailler ensemble et de s'unir pour trouver des solutions qui vont être perreines.